

JOURNAL OFFICIEL

DES

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

25 JUILLET 1964

ÉDITION DE LANGUE FRANÇAISE

7^e ANNÉE N° 118

SOMMAIRE

COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE

INFORMATIONS

LA COMMISSION

64/430/CEE :

<i>La situation économique de la Communauté</i>	1893/64
I — <i>La situation d'ensemble</i>	1893/64
II — <i>La situation dans les pays de la Communauté</i>	1895/64
III — <i>Les perspectives d'évolution de la production industrielle au cours du troisième trimestre de 1964</i>	1899/64

COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE DU CHARBON ET DE L'ACIER

HAUTE AUTORITÉ

<i>Programmes prévisionnels pour le troisième trimestre de 1964</i>	1907/64
I — <i>Programme prévisionnel « charbon »</i>	1907/64
II — <i>Programme prévisionnel « sidérurgie »</i>	1911/64

COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE

INFORMATIONS

LA COMMISSION

LA SITUATION ÉCONOMIQUE DE LA COMMUNAUTÉ

(64/430/CEE)

Conformément à la répartition des tâches, intervenue entre les trois exécutifs européens, la Commission économique européenne a la charge des études de conjoncture. Des fonctionnaires compétents des autres exécutifs européens y participent.

La Commission de la C.E.E. publie sous forme de brochure, au début de chaque trimestre, une analyse conjoncturelle (voir pour ce trimestre : *La Situation économique de la Communauté. Juin 1964*).

Un résumé de cette analyse conjoncturelle est publié au *Journal officiel des Communautés européennes* comme introduction aux programmes prévisionnels périodiques établis selon les règles en vigueur dans la Communauté européenne du charbon et de l'acier et qui sont présentés dans ce même numéro du Journal officiel.

I — LA SITUATION D'ENSEMBLE

Le premier trimestre de 1964 et aussi, selon toute vraisemblance, les mois suivants ont encore été caractérisés par une vigoureuse croissance économique.

Des impulsions plus vives ont même émané de la demande étrangère, du fait notamment que la conjoncture mondiale a été assez nettement orientée à l'expansion. La progression conjoncturelle des exportations de marchandises à destination de pays non-membres s'est accélérée. En valeur, celles-ci n'ont pas dépassé de moins de 15 %, au premier trimestre, leur niveau de la même période de l'an dernier, qui toutefois avait été quelque peu affecté par des facteurs exceptionnels, tels que le froid rigoureux des mois de janvier et février 1963.

Mais la demande intérieure de la Communauté, elle aussi, a encore connu une expansion assez vive, notamment en raison d'un accroissement plus marqué de la formation brute de capital fixe. D'une part, en effet, des conditions climatiques favorables ont stimulé tout particulièrement la croissance des investissements sous forme de construction. D'autre part, les investissements d'équipement, dans leur ensemble, ont été influen-

cés par le renforcement de la propension à investir, qui, depuis quelque temps, s'est manifesté dans plusieurs pays. C'est surtout le cas dans la république fédérale d'Allemagne, mais aussi aux Pays-Bas et en Belgique. Même en France, la faiblesse qui, jusqu'à présent, caractérisait les investissements de l'industrie privée semble avoir pris fin. Ce n'est qu'en Italie que le climat des investissements est demeuré médiocre.

Dans l'ensemble, l'expansion de la consommation privée s'est à peine ralentie, mais les tendances ont été assez diverses selon les pays : accroissement légèrement accéléré dans la république fédérale d'Allemagne, forte progression aux Pays-Bas, fléchissement en Italie et en France.

L'accélération de la croissance de la production industrielle, qui était déjà perceptible au quatrième trimestre de 1963, s'est poursuivie au premier trimestre de 1964. D'après l'indice de l'Office statistique des Communautés européennes, corrigé des variations saisonnières et accidentelles, l'accroissement s'est chiffré à 3 % par rapport au trimestre précédent, contre 2,5 % du troisième au quatrième trimestre de 1963.

L'expansion a été particulièrement vive dans la république fédérale d'Allemagne, au Luxembourg et aux Pays-Bas, tandis qu'elle est devenue très faible ou a même cessé en Italie.

Sauf dans ce dernier pays, les tensions ont, en général, persisté sur le marché de l'emploi de la Communauté, bien que, grâce à la clémence relative du temps, le chômage total ou partiel d'origine saisonnière ait pu se maintenir à un niveau très bas.

La vigoureuse progression des importations ne s'est pas ralentie, du fait notamment d'un fort accroissement des achats de matières premières et de produits demi-finis. Les importations de marchandises en provenance des pays non-membres ont dépassé de 16 %, en valeur, le niveau qu'elles avaient atteint au premier trimestre de 1963. Mais, étant donné le montant élevé des exportations, la détérioration de la balance des échanges de marchandises de la Communauté semble bien, en tendance, s'être plus ou moins arrêtée. Néanmoins, au premier trimestre de 1964, les statistiques douanières (cif-fob) laissaient encore apparaître un déficit d'environ 1 milliard de dollars, dépassant donc de 170 millions de dollars le solde passif enregistré un an plus tôt. La balance des paiements courants, dans son ensemble, s'est également soldée par un déficit, qui a toutefois été beaucoup moins important. La balance des mouvements de capitaux a été légèrement excédentaire. Les réserves d'or et de devises des autorités monétaires des pays membres ont diminué de quelque 400 millions de dollars au cours des quatre premiers mois de l'année, mais, dans le même temps, la position nette en devises des banques commerciales de l'ensemble de la Communauté semble s'être améliorée.

Les tendances à la hausse des prix ne se sont guère modifiées au cours des quatre premiers mois de l'année. Sans doute, dans tous les pays membres, les Pays-Bas exceptés, l'augmentation des prix à la consommation a-t-elle été moins prononcée qu'au cours des quatre mois précédents. Mais ceci s'explique, en grande partie, par un mouvement parfois saisonnier de baisse ou de stabilisation des prix des denrées alimentaires; l'enchérissement des produits finis industriels et des services ne s'est atténué que légèrement dans l'ensemble de la Communauté, bien que la hausse se soit un peu ralentie en France et en Italie.

Les perspectives relatives à l'évolution au cours des prochains mois et jusqu'à fin 1964 indiquent que, dans l'ensemble de la Communauté, l'expansion se poursuivra à peu près au rythme actuel.

La croissance des exportations à destination des pays non-membres pourrait même s'accélérer légèrement, par suite surtout d'une vigoureuse progression des achats des pays en voie de développement. De même, la demande intérieure pourrait

encore augmenter, mais à un rythme quelque peu ralenti. D'une part, en effet, la demande d'investissement se développera à une cadence plus rapide dans la république fédérale d'Allemagne, et assez vivement en Belgique et aux Pays-Bas, bien que, dans ce dernier pays, des tendances au ralentissement puissent apparaître vers la fin de l'année. En France, elle pourrait marquer une légère reprise, et ce n'est qu'en Italie qu'elle semble devoir rester assez faible. D'autre part, les dépenses de consommation continueront d'augmenter; le ralentissement conjoncturel de l'expansion, auquel il y a lieu de s'attendre en France, en Italie et peut-être aussi aux Pays-Bas, s'accompagnera, sans doute, d'une certaine accélération dans la république fédérale d'Allemagne.

La progression de la production industrielle paraît devoir rester assez vigoureuse dans tous les pays membres, l'Italie exceptée; elle pourrait toutefois n'être plus tout à fait aussi rapide qu'au premier semestre.

En dépit d'une accélération dans la république fédérale d'Allemagne, l'expansion des importations en provenance des pays non-membres pourrait, tout en demeurant considérable, se ralentir quelque peu dans le restant de l'année. La balance commerciale de la Communauté ne semble plus devoir se détériorer.

Il n'en reste pas moins que, à en juger d'après l'évolution observée jusqu'à présent et d'après les tendances prévisibles, le déficit (cif/fob) se situera probablement entre 3 et 3,5 milliards de dollars pour l'ensemble de l'année 1964. La balance des paiements courants de la Communauté sera à peu près en équilibre.

Pour les autres points également, les prévisions formulées jusqu'à présent pour l'ensemble de l'année 1964, telles qu'elles ont été publiées dans le précédent rapport trimestriel, ne sont pas à modifier sensiblement. L'accroissement du produit brut de la Communauté, en termes réels, est toujours estimé à 5 %; l'indice de la production industrielle pourrait progresser de 7 %.

Si les perspectives concernant l'expansion économique en termes réels, considérée isolément, sont assez satisfaisantes pour l'ensemble de la Communauté, par contre les prévisions relatives aux tendances conjoncturelles jusqu'à fin 1964 et, pour autant qu'il soit possible d'en juger dès maintenant, en 1965 également, font conclure à la persistance du déséquilibre interne et externe de la Communauté. La tendance des coûts et des prix demeure orientée à la hausse; les variations accusées par les soldes des échanges intracommunautaires, par suite des disparités dans la pression inflationniste, restent significatives; la balance des paiements courants de la Communauté vis-à-vis des pays non-membres ne marquera pas d'amélioration sensible.

Sans doute, des tendances au rétablissement de l'équilibre se sont-elles fait jour, qui tiennent déjà, dans une mesure notable, aux efforts de stabilisation déployés dans la plupart des pays membres. Un certain fléchissement a été constaté en ce qui concerne la hausse des prix en France et en Italie; dans ce dernier pays, la production et les importations se sont, en outre, nettement affaiblies et la balance commerciale ne s'est plus détériorée. Mais il semble que la pression inflationniste reste forte aux Pays-Bas, tandis que, dans la république fédérale d'Allemagne, commencent à apparaître certains signes d'une « surchauffe » qui, désormais, est aussi imputable à la demande intérieure. En outre, les tendances à l'amélioration, telles qu'elles se sont manifestées jusqu'à présent en France et en Italie, ne sont pas encore suffisamment prononcées.

Aussi est-il nécessaire de poursuivre la politique de lutte contre l'inflation. Le Conseil de la Communauté a adressé aux États membres, le 14 avril 1964, une recommandation concrète à cet effet, touchant les « dispositions à prendre en vue du rétablissement de l'équilibre économique interne et externe de la Communauté ». La plupart des États membres ont déjà orienté effectivement leur politique économique dans le sens indiqué par cette recommandation. Mais celle-ci ne concerne pas seulement la politique à suivre pour l'année 1964 : elle doit également être prise en considération pour toutes les décisions dont l'incidence s'étend à l'année 1965. Une stricte observation des règles établies par le Conseil, non seulement suivant la lettre mais aussi au regard des objectifs fixés, pourrait ouvrir la perspective d'une situation notablement plus équilibrée.

II — LA SITUATION DANS LES PAYS DE LA COMMUNAUTÉ

1. République fédérale d'Allemagne

Après avoir été modérée pendant quelque temps, l'expansion conjoncturelle a connu un mouvement de reprise qui, esquissé dès les derniers mois de l'année écoulée, s'est visiblement accentué au début de l'année et au cours du printemps.

La demande étrangère a continué d'exercer les impulsions directes les plus vigoureuses, mais les effets indirects du puissant essor des exportations, qui sont apparus de plus en plus nettement, se sont traduits par une nette recrudescence de la propension à investir dans le secteur des entreprises. Une extension sensiblement plus rapide des investissements d'équipement est ainsi venue s'ajouter à l'expansion toujours vigoureuse des investissements dans le secteur de la construction. L'évolution de la consommation des administrations semble être restée orientée à l'expansion. Bien que l'évolution des salaires conventionnels soit restée relativement calme, les dépenses de consommation privée n'ont plus progressé aussi lentement qu'au cours des trimestres précédents en raison d'un relèvement un peu accéléré des gains effectifs.

L'accélération générale de l'accroissement de la demande globale a provoqué une forte extension de l'offre intérieure. Par rapport à la période correspondante de l'année précédente, le taux d'accroissement de la production industrielle — mesurée d'après l'indice par journée de travail calculé par le Statistisches Bundesamt — est passé de 5,3 % au dernier trimestre de 1963 à 11,4 % au premier trimestre de 1964; encore faut-il tenir compte du fait qu'au premier trimestre de 1963 la production avait été affectée par certains facteurs particuliers. Les importations de marchandises ont également progressé sensiblement. Les prix ont à nouveau marqué une légère hausse.

La balance des paiements courants a laissé un excédent de 2,11 milliards de DM, le solde positif de la balance commerciale ayant à lui seul atteint 2,38 milliards de DM. Les réserves d'or et de devises du système bancaire (Bundesbank et banques ordinaires) ont augmenté de 2,23 milliards de DM au cours du premier trimestre.

D'ici à la fin de l'année et même au début de 1965, l'expansion conjoncturelle pourrait tendre à se renforcer et provoquer une aggravation des tensions entre l'offre et la demande.

Dans l'immédiat, l'impulsion qui émane des exportations ne perdra rien de son intensité; l'importance des inscriptions de commandes en provenance de l'étranger et le gonflement des carnets de commandes le montrent. De même, les perspectives de vente favorables et, par conséquent, les prévisions optimistes quant au niveau des bénéfices encourageront davantage les chefs d'entreprise à investir; l'expansion de la formation brute de capital fixe pourrait s'accélérer notablement dans un avenir proche. La consommation des administrations augmentera à nouveau fortement, d'autant plus que la progression générale des dépenses s'accompagnera cette année encore d'un relèvement des traitements des fonctionnaires. Dans l'hypothèse d'un taux d'épargne inchangé, l'accroissement des dépenses de consommation privée pourrait nettement s'accélérer vers le début de l'automne et la fin de l'année, si, à l'expiration des conventions collectives conclues pour d'importants secteurs de l'économie, de nouvelles et sans doute substantielles majorations des salaires étaient décidées.

Bien qu'il n'y ait guère lieu d'envisager une progression notable de l'emploi et de la durée du travail, la production industrielle continuera

encore d'augmenter vigoureusement dans un proche avenir. A mesure que le degré d'utilisation des réserves physiques de production s'élèvera, l'élasticité de l'offre intérieure devrait cependant diminuer progressivement d'une façon assez sensible au cours du deuxième semestre de 1964 et, en tout cas, en 1965. Cette évolution provoquera certes une expansion plus vigoureuse des importations, mais il paraît peu probable, dans le contexte actuel, que l'accroissement des importations puisse être suffisamment notable pour empêcher une nouvelle progression, même ralentie, de l'excédent de la balance des paiements courants.

2. France

La légère modération de l'expansion de la demande, qui s'était déjà dessinée à la fin de l'année précédente, s'est poursuivie au cours des premiers mois de 1964.

Certes, la demande étrangère a continué de progresser vigoureusement — même à un rythme un peu accéléré — mais le développement de la demande intérieure a manifestement accusé les effets directs et indirects du programme de stabilisation que le gouvernement a mis en œuvre le 12 septembre 1963, et qu'il a complété et renforcé progressivement depuis lors. Ainsi, l'évolution de la formation brute de capital fixe, dans l'ensemble encore assez soutenue, a reflété une certaine hésitation à investir de la part des chefs d'entreprise du secteur privé, tandis que le blocage temporaire de certaines catégories de dépenses publiques se faisait également sentir. En outre, la progression des dépenses de consommation privée s'est quelque peu ralentie.

Cette légère modération de l'expansion de la demande n'a pas jusqu'à présent affecté très sensiblement le rythme de croissance réelle de l'économie. L'offre a encore augmenté assez nettement. Du quatrième trimestre de 1963 au premier trimestre de 1964 la production industrielle — d'après l'indice désaisonnalisé de l'INSEE — a progressé de 1,6 % tandis que les importations continuaient également de s'accroître.

Étant donné l'incidence des contrôles officiels, l'évolution des prix ne constitue qu'un critère imparfait pour déterminer à quel point les tensions entre la demande et l'offre se sont effectivement atténuées. Tout en s'étant affaiblis par rapport à l'automne de 1963, les facteurs de hausse semblent néanmoins être assez forts.

Si, en raison de la vigoureuse progression des exportations, le déficit de la balance commerciale ne s'est pas aggravé pendant les quatre premiers mois de l'année, la balance des paiements courants pourrait néanmoins avoir été déficitaire. La balance globale des paiements n'a plus présenté qu'un faible excédent. De fin décembre 1963 à fin avril

Dans ces conditions, la hausse des prix — qui pour 1964 déjà sera probablement plus prononcée qu'il n'y avait lieu de la prévoir à l'origine — tendra encore à s'accélérer en 1965, d'autant plus qu'au cours de cette année la hausse des coûts par unité produite dépassera à nouveau les taux enregistrés en 1963 et 1964. Il va de soi que ces tendances devront être combattues au moyen d'une politique conjoncturelle axée davantage que par le passé sur l'amélioration du rapport entre la demande globale nominale et l'offre globale réelle. Le gouvernement fédéral a annoncé de nouvelles mesures en ce sens.

1964 les réserves officielles d'or et de devises n'ont augmenté que de 76 millions de dollars, alors qu'elles s'étaient accrues de 440 millions de dollars au cours de la même période de l'année antérieure.

Au cours des prochains mois, l'expansion de la demande devrait sans doute se poursuivre à peu près au rythme actuel.

Les impulsions les plus vigoureuses pourraient émaner des exportations; en tout cas, le niveau des entrées de commandes étrangères s'est sensiblement amélioré et les carnets de commandes à l'exportation se sont regarnis. Compte tenu des données actuelles de la politique conjoncturelle, il n'y a sans doute guère lieu de s'attendre, à court terme, à une nette reprise de la propension à investir des chefs d'entreprises privées; en revanche il est certain que les dépenses d'investissements fixes des entreprises publiques et des administrations continueront à s'accroître assez notablement. Dans la construction de logements, la demande restera fortement orientée à l'expansion. Enfin, la consommation privée continuera également d'augmenter, soutenue par un accroissement persistant, bien que sans doute plus modéré, des revenus.

L'évolution prévisible de la demande globale devrait suffire pour assurer une nouvelle croissance réelle de l'économie. L'expansion des importations ne s'atténuera sans doute que faiblement et la balance des paiements courants pourrait ainsi demeurer déficitaire. L'évolution des prix devrait être relativement calme, d'autant plus que l'incidence des contrôles officiels restera déterminante.

D'assez grands facteurs d'incertitude affectent les prévisions en ce qui concerne l'évolution de l'économie à la fin de 1964 et au cours de l'année 1965. Ces facteurs tiennent surtout au caractère actuellement imprévisible des décisions des entrepreneurs privés en matière d'investissement et au comportement des partenaires sociaux lors des négociations sur les salaires qui interviendront vraisemblablement en automne. Toutefois, pour certains éléments importants de la demande, la poursuite de l'expansion semble pratiquement

acquise. Il est possible sans doute d'escompter le maintien de la tendance à un meilleur équilibre de l'économie, si les autorités officielles continuent

la politique de stabilisation suivie jusqu'à présent et l'intensifient encore dans certains domaines, notamment en matière de politique budgétaire.

3. Italie

L'expansion de la demande globale s'est poursuivie au cours des trois ou quatre premiers mois de l'année, mais paraît s'être encore ralentie.

Parmi les divers éléments de la demande, les exportations de biens et services ont de nouveau progressé assez vivement. En revanche, la croissance conjoncturelle de la formation brute de capital fixe semble, dans l'hypothèse la plus favorable, avoir été faible. Sans doute, contrairement à ce qui s'était passé à la même époque de l'année dernière, la construction a-t-elle été favorisée par la clémence du temps. Mais ce secteur, comme celui des investissements d'équipement, a été affecté, dans une mesure assez sensible, surtout par les difficultés de financement dues au rétrécissement des marges bénéficiaires, à l'étroitesse du marché financier et aux effets de la politique restrictive adoptée dans le domaine du crédit. Il semble bien que les dépenses de consommation privée aient encore sensiblement augmenté, mais leur expansion pourrait de nouveau s'être ralentie.

La production agricole s'est fortement accrue, y compris, pour la première fois depuis deux ans, la production animale. En revanche, la production industrielle semble tout au plus, en tendance, être demeurée stationnaire, bien que l'indice national ait dépassé de 7,6 %, au premier trimestre, le niveau qu'il avait atteint un an plus tôt.

Le ralentissement enregistré dans l'expansion de la demande et le net accroissement de l'offre intérieure dans quelques secteurs ont entraîné un fléchissement de la progression des importations. Toutefois, le taux de croissance des importations de marchandises, d'une année à l'autre, a encore atteint 22,5 % au premier trimestre.

L'évolution favorable de la production agricole et déjà, peut-être, le ralentissement de la croissance de la consommation privée ont exercé un effet modérateur sur les prix : au niveau du commerce de gros, les prix des produits alimentaires, qui avaient encore augmenté fortement durant le second semestre de 1963, ont légèrement fléchi entre décembre 1963 et avril 1964, et les prix à la consommation correspondants sont demeurés à peu près stables. Il est vrai que les prix des autres biens et services ont poursuivi presque sans interruption leur hausse assez rapide.

Au mois d'avril, l'indice des prix de gros et celui des prix à la consommation dépassaient respectivement de 3,9 % et de 4,7 % (contre 5,5 % et 6,9 % en décembre dernier), le niveau auquel ils se situaient un an plus tôt. Pour l'indice du coût de la vie, la progression s'est chiffrée à 5,6 %.

Il semble que la détérioration de la balance des paiements courants, du fait surtout que l'augmentation du déficit de la balance commerciale a été relativement modérée, n'ait pas atteint son ampleur saisonnière habituelle; le solde négatif des paiements courants est néanmoins demeuré très important. Mais les exportations nettes de capitaux s'étant réduites, le déficit de la balance globale des paiements n'a plus augmenté. La diminution des réserves d'or et de devises des autorités monétaires officielles — qui s'est chiffrée à 233 millions de dollars de fin décembre 1963 à fin mars 1964 — a été, en dépit d'une nouvelle réduction de l'endettement à court terme des banques envers l'étranger, moins importante que le déficit, l'Italie ayant procédé, au mois de mars, à un tirage sur le Fonds monétaire international à concurrence de sa tranche or.

L'expansion de la demande devrait se poursuivre durant le reste de l'année, bien qu'à un rythme très ralenti. Elle sera surtout sensible pour les exportations et les dépenses de consommation privée, tandis que, dans l'ensemble, la formation brute de capital fixe accusera encore une faiblesse prononcée. L'augmentation du produit national brut, en termes réels, pourrait, pour l'ensemble de l'année, atteindre quelque 3,5 %. Bien que le rapport entre le taux de progression des exportations et celui des importations doive, pour l'ensemble de l'année, être plus favorable qu'en 1963, il faut encore s'attendre à un léger accroissement du déficit de la balance commerciale. Le déficit de la balance globale des paiements atteindra sans doute de nouveau un niveau très élevé. La hausse des coûts et des prix se poursuivra, encore qu'à un rythme ralenti.

Les perspectives d'évolution qui s'étendent au delà de l'année en cours ne laissent pas encore présager que l'équilibre serait rétabli dans un délai suffisamment court en 1965. Sans doute, les tendances vont-elles dans ce sens, mais de nouvelles mesures de stabilisation sont assurément nécessaires.

4. Pays-Bas

L'expansion économique s'est poursuivie au cours des trois premiers mois de 1964. Les exportations ont marqué une vive reprise conjoncturelle, et la demande intérieure a également progressé

vigoureusement. La formation brute de capital fixe a continué de s'accroître. Les dépenses de consommation privée ont de nouveau augmenté sensiblement, notamment à la suite des très fortes

majorations de salaires qui ont été accordées en vertu de l'accord conclu entre les partenaires sociaux à l'automne de l'année dernière; cependant leur rythme de croissance conjoncturelle n'a plus été tout à fait aussi rapide qu'au trimestre précédent.

Sous l'effet de cette expansion de la demande, l'offre s'est développée vigoureusement. La production industrielle a progressé de nouveau et a dépassé d'environ 9,5 % son niveau du premier trimestre de 1963, qui, il est vrai, avait été relativement bas. Les importations ont aussi augmenté notablement. Les tensions sont demeurées vives sur le marché du travail.

Les tendances à la hausse des prix se sont nettement accentuées depuis le début de l'année, bien que les prix des produits alimentaires soient demeurés stables, abstraction faite d'une augmentation sensible en avril, imputable en grande partie à des facteurs statistiques. La balance commerciale s'est fortement détériorée. La balance globale des paiements s'est soldée par un déficit de près de 500 millions de florins.

L'évolution de l'économie sera caractérisée, au cours des prochains mois de l'année, par la poursuite de la vive expansion de la demande globale, dont le rythme de croissance pourrait toutefois se ralentir. Cette remarque intéresse en premier lieu les exportations; sans doute celles-ci devraient-elles, compte tenu de la persistance probable d'une haute conjoncture mondiale, évoluer plus favorablement qu'il n'avait d'abord été prévu; elles pourraient cependant être entravées jusqu'à l'automne par la mobilisation d'une partie croissante de l'offre potentielle au profit de la demande intérieure. Vers la fin de l'année, la croissance des investissements fixes pourrait se ralentir, en raison de l'incidence, sur les liquidités des entreprises, des mesures de politique économique prises jusqu'à présent, ainsi que de la forte augmentation des coûts de production. Enfin, étant donné l'important accroissement de la masse salariale au cours de la première moitié de l'année,

l'expansion de la consommation privée se poursuivra pour atteindre vraisemblablement son point culminant pendant l'été; elle devrait ensuite s'affaiblir.

La croissance de la production demeurera vive, mais pourrait aussi se ralentir quelque peu d'ici la fin de l'année 1964. Néanmoins, il est permis de penser que, pour l'ensemble de l'année 1964, le taux de croissance en volume du produit national brut par rapport à 1963 atteindra 5,5 %.

Les importations continueront d'accuser des taux d'expansion élevés, encore que leur rythme de progression conjoncturelle puisse se ralentir quelque peu. Les tendances à la hausse des prix demeureront fortes, tout au moins au cours des prochains mois.

Ces perspectives ne permettent pas d'espérer que l'économie néerlandaise retrouvera son équilibre intérieur et extérieur avant la fin de l'année. Le retour à l'équilibre pourrait se réaliser dans la deuxième moitié de l'année 1965, mais à condition que l'expansion de la demande intérieure s'affaiblisse notablement. En effet, le fléchissement des investissements productifs, qui résultera du fait que les marges bénéficiaires se rétréciront sans doute fortement et du resserrement des liquidités en 1964, pourrait contribuer à cette évolution de façon directe et indirecte, en provoquant une certaine détente sur le marché du travail. Toutefois, pour que la demande puisse contribuer au rétablissement de l'équilibre, une condition essentielle doit être remplie; il ne faut pas que soient prises, à l'automne de 1964, des décisions prévoyant de nouveau, pour 1965, des augmentations de salaires très supérieures aux gains de productivité. Par ailleurs, l'équilibre intérieur sera fortement influencé par les répercussions de l'évolution des prix au cours de 1964. Par conséquent, une politique budgétaire et de crédit de nature à freiner suffisamment l'expansion de la demande globale demeure souhaitable.

5. Union économique belgo-luxembourgeoise

BELGIQUE

La croissance économique s'est poursuivie au rythme accéléré qui la caractérise depuis l'automne de 1963.

Après avoir évolué pendant un certain temps de façon quelque peu hésitante, les exportations ont retrouvé au premier trimestre un rythme de progression conjoncturelle plus rapide. La demande intérieure a également été très dynamique, en particulier la consommation privée, qui a continué d'être favorisée par de très sensibles augmentations des revenus. Les investissements fixes ont aussi progressé.

L'expansion de l'offre a été très forte : d'après l'indice IRESP, le taux de croissance annuel de la production industrielle a dépassé 11 % au premier trimestre. Certes, au cours de la même période de l'année précédente, des facteurs exceptionnels avaient entravé le développement de la production; néanmoins, ce résultat reflète également une nette tendance conjoncturelle à l'expansion. Les gains de productivité ont été sensibles et l'emploi, malgré la poursuite des tensions sur le marché du travail, s'est de nouveau accru. Les importations ont également continué de progresser à un rythme accéléré.

La tendance à la hausse des prix s'est poursuivie, mais l'enchérissement persistant des produits industriels et des services a été masqué par le fléchissement des prix d'un certain nombre de produits agricoles.

Le déficit de la balance commerciale a été élevé au premier trimestre, et la balance des paiements courants s'est soldée par un léger déficit. Cependant, en raison des entrées nettes au titre des capitaux publics, la balance globale des paiements a été excédentaire. Les réserves d'or et de devises des institutions monétaires officielles ont diminué de 7 millions de dollars entre décembre 1963 et mars 1964, chiffre inférieur à la réduction de l'endettement à court terme des banques vers l'étranger.

Pour les prochains mois, les perspectives d'expansion de l'activité économique sont favorables. Les exportations imprimeront encore de vigoureuses impulsions à la croissance économique. La propension à investir des chefs d'entreprise ne devrait pas se modifier notablement, mais le développement des investissements sous forme de constructions — en particulier dans le secteur des

travaux publics — pourrait se trouver sensiblement ralenti vers la fin de l'année par la politique restrictive mise en œuvre par le gouvernement. Enfin, les dépenses de consommation privée augmenteront à nouveau, mais peut-être à un rythme un peu moins rapide qu'au cours de la même période de l'année précédente.

La situation sur le marché du travail devrait rester tendue. Néanmoins, la production industrielle pourrait encore progresser sensiblement. Selon toute vraisemblance, la croissance des importations restera également très vive. En ce qui concerne les tendances d'évolution des prix, il ne semble pas qu'il y ait lieu de prévoir des modifications importantes; les prix continueront d'augmenter.

Les perspectives qui se dessinent actuellement donnent à penser que l'expansion économique se poursuivra au delà de 1964, encore qu'un certain ralentissement soit possible. Toutefois, en 1965, comme pendant la seconde moitié de l'année 1964, la croissance ne pourra devenir fondamentalement équilibrée que si la politique anti-inflationniste est poursuivie avec énergie et même intensifiée.

GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Par suite de l'amélioration des marchés mondiaux de l'acier, l'évolution conjoncturelle au Luxembourg a été, depuis la fin de 1963, nettement plus expansive qu'auparavant. La reprise des exportations et le développement de la demande intérieure dû à un accroissement relativement rapide de la consommation privée ont accéléré l'expansion de l'offre intérieure. Alors qu'au dernier trimestre de 1963 la production industrielle n'avait dépassé que de 1 % le niveau qu'elle avait atteint un an plus tôt, elle a accusé, pour le premier trimestre de 1964, un taux d'accroissement de 9,6 % qui tient toutefois, pour une part, à l'incidence de certains facteurs exceptionnels.

L'expansion de la demande se poursuivra au second semestre et la nouvelle progression des exportations semble devoir, de manière indirecte, se répercuter pleinement sur la croissance de la demande intérieure. Dans ces conditions, le produit national brut pourra certainement progresser, en 1964, d'environ 4,5 % en volume, contre 0,5 % seulement en 1963, et une notable amélioration des termes de l'échange sera enregistrée. Ces prévisions impliquent cependant la persistance des tensions sur les marchés du travail et probablement aussi de nouvelles tendances à la hausse des prix. Pour les combattre, il sera nécessaire de poursuivre et de renforcer la politique de stabilisation.

III — LES PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE AU COURS DU TROISIÈME TRIMESTRE DE 1964

La croissance de la *production industrielle* de la Communauté a été assez forte au premier trimestre, en partie du fait, que, à l'inverse de l'année précédente, le ralentissement saisonnier n'a été que très limité cette année. En tout cas, des facteurs conjoncturels ont également contribué, dans quelques pays, à une accélération de l'expansion; il s'agit, en particulier, de l'essor vigoureux des exportations dans la R. F. d'Allemagne et en Belgique, ainsi que de la reprise du marché sidérurgique au grand-duché de Luxembourg. En revanche, la croissance n'a été qu'assez modérée en France, tandis qu'en Italie la production indus-

trielle n'a, dans l'ensemble, guère augmenté au cours du premier trimestre et a même diminué dans certains secteurs.

Les progrès de la production industrielle de l'ensemble de la Communauté paraissent avoir été un peu moins sensibles au deuxième trimestre, et le seront vraisemblablement aussi au troisième. L'expansion conjoncturelle conservera sans doute son rythme ralenti en France et ne sera que faible en Italie, du fait notamment de l'incidence des mesures de stabilisation. En même temps, le taux de progression pourrait se réduire quelque

peu en Belgique et certainement aussi au grand-duché de Luxembourg, où il n'est guère probable que la croissance de la production sidérurgique puisse se poursuivre au rythme accéléré constaté au cours des derniers mois. Aux Pays-Bas également, on doit s'attendre à un léger ralentissement de la progression, du fait notamment que les impulsions émanant de la consommation privée seront un peu moins fortes qu'au début de l'année. Enfin, dans la R. F. d'Allemagne, où la tendance est le plus nettement orientée à l'expansion, il est improbable que le développement de la production industrielle continue de s'accélérer à un rythme aussi rapide que jusqu'à présent, étant donné les goulots d'étranglement qui apparaissent du côté de la main-d'œuvre et des capacités techniques. Au troisième trimestre, le taux de croissance, d'une année à l'autre, de la production industrielle, pour la Communauté prise dans son ensemble, pourrait, dès lors, être de l'ordre de 5,5 %.

Pour des raisons analogues à celles qui viennent d'être exposées, la production de l'*industrie transformatrice des métaux* a marqué, elle aussi, au premier trimestre, d'importants progrès. Au cours des prochains mois, elle sera influencée par des facteurs agissant en sens divers, à savoir une persistance de la dépression dans la construction navale, une croissance quelque peu ralentie de la construction automobile, une faiblesse des dépenses d'investissements en Italie et une certaine reprise de la propension à investir en France, dont l'incidence sur la production de biens d'investissement ne sera que limitée au début. Par contre, de fortes impulsions émaneront, dans la R. F. d'Allemagne et dans les pays du Benelux, de l'essor des investissements et de la consommation de biens durables. Au total, la production de l'industrie transformatrice des métaux pourrait dépasser de quelque 6 %, au troisième trimestre, le niveau qu'elle avait atteint un an plus tôt.

TABLEAU 1

Production industrielle de la Communauté

Année ou trimestre	Production industrielle ⁽¹⁾			Production de l'industrie transformatrice des métaux	
	Indice brut		Indice désaisonnalisé ⁽²⁾ 1958 = 100	Indice (1958 = 100)	Variations en % par rapport à l'année précédente
	Indice (1958 = 100)	Variations en % par rapport à l'année précédente			
1958	100	3		100	5
1959	106	6		105	5
1960	119	12		120	14
1961	127	7		130	9
1962	135	6		138	6
1963	141	5		144	5
1962					
I	133	6	132	135	7
II	139	7	133	143	6
III	126	7	135	124	5
IV	143	6	136	147	6
1963					
I	135	2	137	137	1
II	147	6	140	153	6
III	132	5	143	131	6
IV	152	7	146	156	6
1964					
I ⁽³⁾	150	11	149	153	10
II ⁽⁴⁾	156	6	150	165	7
III ⁽⁴⁾	139	5,5	152	139	6

⁽¹⁾ A l'exclusion de la construction, des industries alimentaires, boissons et tabacs.

⁽²⁾ Tendance approximative de la production industrielle.

⁽³⁾ Chiffres provisoires.

⁽⁴⁾ Estimations.

A — Industrie automobile

Bien que le taux de croissance, d'une année à l'autre, de la production de *voitures particulières et commerciales* ait été plus élevé au premier trimestre de 1964 qu'au trimestre précédent, la progression paraît plutôt s'être ralentie du point de vue conjoncturel. Sans doute, dans quelques pays, surtout dans la R.F. d'Allemagne, les exportations — y compris les livraisons aux autres pays membres — se sont-elles nettement développées. Mais l'expansion de la demande intérieure a été moins vive, sauf dans les pays du Benelux. En effet, l'augmentation du nombre des immatriculations de véhicules neufs n'a été que modérée dans la R.F. d'Allemagne et en Italie, et elle a même été faible en France.

Au deuxième trimestre, les tendances de la demande intérieure ne devraient pas s'être modifiées

sensiblement, sauf en Italie, où il est probable que l'incidence des mesures de stabilisation a été plus sensible. Pour le troisième trimestre de 1964, il semble bien que, pour la Communauté prise dans son ensemble, le léger ralentissement de la croissance de la production se poursuivra. En moyenne mensuelle, la production de voitures particulières et commerciales pourrait atteindre 392.000 unités, soit 5 % de plus que pour la période correspondante de 1963.

La production de *véhicules utilitaires* n'a progressé que faiblement au cours du premier trimestre de 1964. En Italie, elle a même accusé un recul par rapport à la même période de l'année précédente, étant donné que les exportations, de même que les ventes sur le marché intérieur, ont témoigné, comme au dernier trimestre de 1963, d'une tendance à la régression. Celle-ci risque de se prolonger au cours des mois à venir,

TABLEAU 2
Production de véhicules automobiles
(moyennes mensuelles)

Année ou trimestre	Voitures particulières et commerciales ⁽¹⁾		Véhicules utilitaires (tracteurs exclus) ⁽²⁾	
	En milliers	Variations en % par rapport à l'année précédente	En milliers	Variations en % par rapport à l'année précédente
1959	255,2	17	33,4	5
1960	295,7	16	40,1	20
1961	301,1	2	41,0	2
1962	356,8	18	42,4	3
1963	415,1	16	45,0	6
1961				
I	312,0	1	45,2	14
II	320,0	0	42,8	5
III	255,9	— 1	34,8	— 21
IV	316,7	6	41,2	— 7
1962				
I	355,8	14	42,8	— 5
II	362,5	13	42,2	— 1
III	308,9	21	37,7	8
IV	400,0	26	46,7	13
1963				
I	414,5	16	47,0	10
II	447,5	23	45,6	8
III	373,4	21	39,6	5
IV	450,3	13	47,8	2
1964				
I ⁽³⁾	469,6	13	49,5	5
II ⁽⁴⁾	480	7	48	6
III ⁽⁴⁾	392	5	42	6

⁽¹⁾ Séries révisées.

⁽²⁾ Jusqu'en 1961, les données comprennent la production, dans la R.F. d'Allemagne, de tracteurs routiers et de tracteurs à semi-remorque.

⁽³⁾ Chiffres provisoires.

⁽⁴⁾ Prévisions.

tandis que, dans les autres pays membres, la demande pourrait progresser à un rythme assez modéré.

Dans ces conditions, la production de véhicules utilitaires dans la Communauté pourrait se chiffrer, au troisième trimestre, à quelque 42.000 unités en moyenne mensuelle, ce qui représente une augmentation de 6 % par rapport au niveau enregistré un an plus tôt.

B — Construction mécanique

Dans la Communauté, considérée dans son ensemble, la production de la construction mécanique a marqué une nette expansion au premier trimestre. Comme précédemment, l'évolution a été assez différenciée suivant les pays. Des taux élevés de croissance ont été atteints dans la R.F. d'Allemagne et dans les pays du Benelux, notamment en Belgique, où la demande extérieure a été particulièrement forte. En France, par contre, les exportations de machines-outils ont accusé une nette diminution, que l'augmentation des livraisons au marché intérieur n'a pu compenser entièrement. En Italie, la production a connu une évolution plus hésitante que pendant la majeure partie de l'année 1963. Sans doute est-elle demeurée en légère expansion pour l'ensemble du secteur, mais un recul est apparu çà et là, en particulier

en ce qui concerne la mécanique de précision, ce qui pourrait s'expliquer par l'étalement des programmes d'investissement des entreprises. La vente de machines pour l'industrie textile s'est également ralentie dans ce pays, où la production de cette industrie s'est d'ailleurs elle-même réduite au cours des derniers mois.

Les entrées de commandes se sont notablement accrues, au cours des récents mois, dans la R.F. d'Allemagne et sans doute aussi en Belgique. Elles ont accusé une légère reprise en France, du moins en ce qui concerne les machines-outils. En revanche, un ralentissement assez prononcé a été observé en Italie, où la propension à investir semble demeurer faible.

Compte tenu de ces tendances, on peut prévoir qu'au troisième trimestre l'expansion de l'activité se poursuivra dans la construction mécanique, pour la Communauté prise dans son ensemble. Une nette accélération est toutefois improbable; en effet, les gains de production escomptés dans la R.F. d'Allemagne et dans le Benelux risquent d'être compensés en partie par un recul qui pourrait affecter, en Italie, plusieurs branches de la construction mécanique. En outre, la légère amélioration qui semble se dessiner en France dans l'évolution des commandes ne devrait pas encore exercer une incidence sensible sur le développement de la production.

TABLEAU 3

Production de l'industrie de la construction mécanique ⁽¹⁾

Année ou trimestre	Allemagne (R.F.)		Belgique		France		Italie	
	Indice (1958 = 100)	Variations en % par rapport à l'année précédente	Indice (1958 = 100)	Variations en % par rapport à l'année précédente	Indice (1958 = 100)	Variations en % par rapport à l'année précédente	Indice (1958 = 100)	Variations en % par rapport à l'année précédente
1959	103	3	101	1	94	— 6	111	11
1960	118	14	117	16	97	3	136	23
1961	130	10	129	10	109	12	155	14
1962	131	1	149	14	114	5	163	7
1963	127	— 3	158	7	129	—	175	7
1963								
I	119	— 6	134	— 5	108	—	179	+ 4
II	132	— 5	165	+ 6	119	—	187	+ 11
III	119	— 4	149	+ 9	166	—	152	+ 8
IV	138	+ 1	181	+ 18	122	—	182	+ 6
1964								
I	129	+ 8	164 ⁽²⁾	+ 22	—	—	188 ⁽²⁾	+ 5

⁽¹⁾ Indices nationaux. Pour la France, un nouvel indice a été calculé à partir de 1963, mais n'est pas tout à fait comparable à celui des années précédentes.

⁽²⁾ Estimation.

C — Construction navale

Le tonnage global des navires en construction dans la Communauté, qui avait atteint un niveau extrêmement bas à fin 1963, n'a marqué, durant le premier trimestre de 1964, qu'une légère augmentation, de l'ordre de 100.000 t.j.b. L'accroissement a cependant été sensible dans la R.F. d'Allemagne, où il reflète une augmentation récente des commandes, tant en ce qui concerne les cargos et paquebots que pour les pétroliers.

Le tonnage global des navires mis sur cale dans la Communauté a de nouveau augmenté, alors que celui des navires achevés se situe près du niveau de la période correspondante de l'an dernier.

Dans l'ensemble des pays non membres, la tendance de l'évolution a été à peu près la même que dans la Communauté. Toutefois, le tonnage des navires en construction y a augmenté, d'un trimestre à l'autre, bien davantage que dans la

Communauté et dépassait de plus de 19 % au 1^{er} avril, le tonnage enregistré au 1^{er} avril 1963. Cette augmentation est surtout imputable à l'évolution observée au Japon, dont la position concurrentielle dans le monde est particulièrement favorable. C'est ainsi que, sur les quelque 4 millions de t.j.b. de commandes inscrites auprès des chantiers japonais au 31 mars 1964, les commandes introduites pour les armateurs européens ne représentent pas moins de 3 millions de tonnes.

Les perspectives d'activité des chantiers navals de la Communauté, à court et à moyen terme, demeurent assez défavorables, d'autant plus que, sur le plan mondial, le tonnage des navires désarmés est encore important et que le volume des démolitions est, depuis quelques années, relativement réduit. Aussi, le tonnage des navires en construction dans la Communauté ne devrait-il guère augmenter au cours des prochains mois et pourrait-il atteindre 2.500.000 t.j.b. au 1^{er} octobre 1964, ce qui représente une diminution d'environ 4 % par rapport à la même date de l'année précédente.

TABLEAU 4

Construction navale

(Navires de mer en cours de construction)

Situation à la fin de l'année ou du trimestre	En milliers de tonnes	Variations en % par rapport à l'année précédente
1958	3.509	10
1959	3.167	— 10
1960	2.976	— 6
1961	2.853	— 4
1962	3.086	8
1963	2.270	— 27
1961		
I	2.768	— 13
II	2.843	— 8
III	2.783	— 10
IV	2.853	— 4
1962		
I	2.847	3
II	2.975	5
III	2.884	4
IV	3.086	8
1963		
I	3.009	6
II	2.750	— 8
III	2.610	— 10
IV	2.266	— 27
1964		
I	2.379	— 21
II ⁽¹⁾	2.450	— 11
III ⁽¹⁾	2.500	— 4

⁽¹⁾ Prévisions.

Source : "Lloyd's Register of Shipping".

D — Industrie du bâtiment

En raison de la clémence particulière de l'hiver, l'activité dans l'industrie de la construction n'a marqué, au cours des premiers mois de l'année, qu'un ralentissement saisonnier relativement peu sensible. Au premier trimestre de 1964, son niveau a très nettement dépassé, pour la Communauté prise dans son ensemble, celui de la période correspondante de 1963, qui avait été considérablement affecté, dans plusieurs pays membres, par l'interruption des travaux due aux conditions climatiques. En particulier, le nombre de logements achevés dans la Communauté a été supérieur d'environ 29 % à celui du premier trimestre de 1963. En avril la forte progression de l'activité dans la construction s'est certainement poursuivie dans l'ensemble, mais la croissance a sans doute été moins vive par rapport au mois d'avril 1963, du fait que celui-ci avait été caractérisé par une nette reprise. Dans la R.F. d'Allemagne, la production a même été inférieure, en avril 1964, au niveau qu'elle avait atteint un an plus tôt.

Les mesures de stabilisation prises par les gouvernements de la plupart des pays membres, notamment celles qui sont destinées à diminuer la tension sur le marché de la construction ne semblent pas, jusqu'à présent, avoir nettement freiné la demande. L'évolution de l'activité dans la construction n'a été hésitante qu'en Italie, du fait de la politique restrictive de crédit, des difficultés de financement des entreprises et de l'incertitude qui règne quant aux mesures législatives touchant directement ou indirectement la construction.

Ces tendances se sont aussi nettement reflétées dans l'évolution du nombre de permis de construire délivrés dans les divers pays membres. Au premier trimestre de 1964, le nombre des autorisations accordées pour la construction de logements a été, en général, nettement plus élevé qu'au premier trimestre de 1963, sauf en Italie, où s'est produit un recul assez sensible, qui a d'ailleurs été enregistré également en ce qui concerne la construction de bâtiments industriels et commerciaux. Dans la R.F. d'Allemagne, l'évolution des commandes

TABLEAU 5

Logements

Année ou trimestre	Logements achevés ⁽¹⁾		Autorisations de construire ⁽¹⁾	
	En milliers	Variations en % par rapport à l'année précédente	En milliers	Variations en % par rapport à l'année précédente
1960	1.299	— 1	1.499	0
1961	1.351	1	1.633	9
1962	1.348	3	1.787	9
1963	1.411 ⁽²⁾	4	1.916 ⁽²⁾	7
1961				
I	206	7	319	9
II	243	2	392	14
III	270	— 2	365	1
IV	469	— 1	363	0
1962				
I	198	— 4	329	3
II	237	— 3	385	— 2
III	274	1	387	6
IV	490	4	400	10
1963				
I	169	— 15	350	6
II	237 ⁽³⁾	0	402	4
III	297 ⁽³⁾	8	436	13
IV	540 ⁽³⁾	10	430 ⁽³⁾	8
1964				
I	218 ⁽³⁾	29	366 ⁽³⁾	5

⁽¹⁾ Les données annuelles ne correspondent pas à la somme des données trimestrielles, du fait qu'en Italie, ces dernières ne comprennent que les logements autorisés et achevés dans les chefs-lieux de province et communes de plus de 20.000 habitants.

⁽²⁾ Chiffres provisoires.

⁽³⁾ Estimations.

Source : Office statistique des Communautés européennes.

nouvelles a encore été assez faible; depuis peu, toutefois, le nombre des permis de construire a de nouveau augmenté, même pour les bâtiments à usage industriel et commercial.

Au cours des prochains mois, l'expansion des investissements sous forme de construction se

poursuivra dans l'ensemble de la Communauté, étant donné l'importance des carnets de commandes et des travaux en cours. Elle pourrait toutefois, plus tard dans l'année, se ralentir légèrement dans quelques pays membres, dans la mesure où les effets de la politique de freinage se feront davantage sentir.

COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE DU CHARBON ET DE L'ACIER

HAUTE AUTORITÉ

PROGRAMMES PRÉVISIONNELS POUR LE TROISIÈME TRIMESTRE DE 1964

Les programmes prévisionnels de caractère indicatif portant sur la production, la consommation, l'exportation et l'importation de charbon et d'acier, établis conformément à l'article 46 du traité pour le troisième trimestre 1964 sont précédés de considérations touchant l'évolution générale de la conjoncture dans les pays de la Communauté, publiées dans ce même numéro du *Journal officiel des Communautés européennes*.

Conformément à la répartition des tâches intervenues entre les exécutifs européens, la Haute Autorité participe aux études conjoncturelles dont la Commission de la Communauté économique européenne a la charge.

I — PROGRAMME PRÉVISIONNEL « CHARBON »

Observations générales

Après les premiers mois de 1964 où les stocks de houille à la mine se sont relevés de 4,4 millions de t entre janvier et mai, les prévisions pour le 3^e trimestre 1964 font ressortir pour l'ensemble de la Communauté un équilibre entre les disponibilités et la demande, mais avec des positions un peu différentes selon les pays membres. On s'attend en effet à un stockage à la production en Allemagne et en Belgique et à un déstockage en France.

Les stocks chez les consommateurs ainsi que dans le circuit de distribution se sont trouvés reconstitués à l'automne dernier et ont dû être maintenus à un niveau satisfaisant et même, dans certains cas, à un niveau supérieur à la moyenne des dernières années. C'est la raison pour laquelle avec l'hypothèse d'une température et d'une hydraulicité moyennes le stockage saisonnier à la consommation n'est estimé qu'à 0,5 million de t.

Demande intérieure

Une économie toujours en expansion avec un indice de la production industrielle en augmentation de 5,5 % par rapport au 3^e trimestre 1963 et surtout avec une industrie sidérurgique en nette reprise permet à la consommation de charbon d'approcher le niveau de la période correspondante de l'année précédente. Cependant, si l'on tient compte des volumes respectifs de stockage de la part des consommateurs, 0,5 million de t au 3^e trimestre 1964 comparée au chiffre exceptionnel de 3,6 millions de t au 3^e trimestre 1963, la demande commerciale serait inférieure de 6 %.

Dans la situation actuelle, le principal élément de soutien du marché charbonnier, l'industrie sidérurgique, exprime des besoins en coke de 11,8 millions de t, en augmentation de 0,9 million de t. Ainsi malgré la réduction apportée à la demande en coke des industries diverses et surtout

du secteur foyers domestiques les enfournements dans les cokeries s'élèveraient à 23,7 millions de t, en augmentation de 0,8 million de t ou 3,5 % sur le 3^e trimestre 1963.

Pour les centrales thermiques les prévisions de livraisons, en réduction de 0,8 million de t sur l'année précédente, donnent une idée erronée de l'évolution réelle de ce secteur, le restockage considérable réalisé au 3^e trimestre 1963 faussant toute comparaison. La consommation de charbon des centrales électriques suit bien la tendance connue. Dans le cas présent elle serait même en accroissement de 1,2 million de t ou 12%, allant au delà des normes de ces dernières années. Une correction s'impose : celle de l'hydraulicité qui, au 3^e trimestre 1963, avec un indice 122, fut supérieure à la moyenne, réduisant ainsi l'activité des centrales thermiques.

Le secteur foyers domestiques constitue toujours l'inconnue la plus grande dans les prévisions. Après un hiver moyen et étant données les précautions prises à l'automne dernier dans la crainte d'un hiver dur, les stocks dans ce secteur se retrouveraient à un niveau supérieur à l'habitude.

Dans les autres secteurs : usines à gaz, chemins de fer et industries diverses, le recul de la consommation de charbon se poursuit à des degrés variables et selon les tendances connues.

Au total, les livraisons de houille s'élèveraient à 60 millions de t contre 64 millions de t au 3^e tri-

mestre 1963 et celles d'agglomérés à 3,3 millions de t contre 4,5 millions de t. Pour ce dernier produit, le secteur foyers domestiques qui absorbe plus de 80 % de la production est responsable de cet écart.

Exportations vers les pays tiers

Les exportations vers les pays tiers s'élèveraient pour la houille à 0,6 million de t, marquant un net recul sur la cadence antérieure. Pour le coke de four, les 0,9 million de t prévues correspondent à la moyenne des années précédentes.

Production de houille

La production de houille maintiendrait son niveau du 3^e trimestre 1963 dans tous les pays de la Communauté à l'exception de la France où l'on s'attend à une réduction d'un million de tonnes due à une diminution des jours de travail.

Dans l'ensemble, le rendement fond doit augmenter chez tous les producteurs à des degrés divers. Par ailleurs, les effectifs au fond poursuivent leur mouvement de recul, à l'exception cependant de la Belgique où les efforts de recrutement devraient se traduire par une augmentation du nombre des ouvriers.

TABLEAU 1

Production de houille dans la Communauté

(en 1.000 t)

Pays	Troisième trimestre 1964	Troisième trimestre 1963	Différence	
	Prévisions	Réalisations	t	%
Allemagne (R.F.)	34.240	34.411	— 171	— 0,5
Belgique	4.750	4.706	+ 44	+ 0,9
France	11.015	12.090	— 1.075	— 8,9
Italie	140	147	— 7	— 4,8
Pays-Bas	2.920	2.803	+ 117	+ 4,2
Communauté	53.065	54.158	— 1.093	— 2,0

Importations en provenance des pays tiers

Les importations en provenance des pays tiers s'élèveraient à 7,5 millions de t, chiffre semblable aux prévisions du 2^e trimestre 1964, traduisant un réajustement assez sensible des programmes d'importation aux besoins du marché. Au 1^{er} trimestre 1964, les importations étaient déjà redescendues à 8,3 millions de t contre 9 à 9,5 millions de t aux trimestres précédents de 1963.

Le réajustement porte en pourcentage en premier lieu sur les courants en provenance du Royaume-Uni et de l'U.R.S.S. et en tonnage sur les charbons américains.

TABLEAU 2

Importations par pays de provenance

(en 1.000 t)

Pays de provenance	Troisième trimestre 1964	Troisième trimestre 1963	Différence	
	Prévisions	Réalisations	t	%
U.S.A.	4.845	5.553	— 708	— 13
Royaume-Uni	1.030	1.566	— 536	— 34
Pologne	520	516	+ 4	+ 1
U.R.S.S.	840	1.193	— 353	— 30
Autres pays	305	410	— 105	— 26
Total	7.540	9.238	— 1.698	— 18

Par pays importateurs, la réduction la plus considérable se trouve en France puis en Belgique.

TABLEAU 3

Importations de houille en provenance des pays tiers par pays de la Communauté

(en 1.000 t)

Pays d'importation	Pays fournisseur	Troisième trimestre 1964	Troisième trimestre 1963	Différence	
		Prévisions	Réalisations	t	%
Allemagne (R. F.)	U.S.A.	1.600	1.656	— 56	— 3
	autres pays	330	351	— 21	— 6
	total	1.930	2.007	— 77	— 4
Belgique	U.S.A.	410	607	— 197	— 32
	autres pays	335	396	— 61	— 15
	total	745	1.004	— 259	— 26
France	U.S.A.	465	657	— 192	— 29
	autres pays	924	1.702	— 778	— 46
	total	1.390	2.359	— 969	— 41
Italie	U.S.A.	1.770	1.919	— 149	— 8
	autres pays	650	638	+ 12	+ 2
	total	2.420	2.557	— 137	— 5
Luxembourg	U.S.A.	—	—	—	—
	autres pays	5	4	+ 1	+ 25
	total	5	4	+ 1	+ 25
Pays-Bas	U.S.A.	600	713	— 113	— 16
	autres pays	450	594	— 144	— 24
	total	1.050	1.307	— 257	— 20
Communauté	U.S.A.	4.845	5.553	— 708	— 13
	autres pays	2.695	3.685	— 990	— 27
	total	7.540	9.238	— 1.698	— 18

Stocks de houille à la mine

Pour l'ensemble de la Communauté le bilan fait ressortir un faible stockage de houille à la production, de l'ordre de 100.000 t. Ce chiffre est cependant le résultat d'un stockage en Allemagne de plus de 400.000 t et en Belgique d'environ 150.000 t et d'un déstockage d'environ 0,6 million de t en France, où l'on prévoit toutefois un stockage à l'importation de 140.000 t. Le niveau géné-

ral des stocks de houille à la mine se maintiendrait ainsi pour la Communauté aux environs de 16,3 millions de t contre 11,3 millions de t à fin septembre 1963.

Conclusions

Les prévisions pour le 3^e trimestre 1964 font espérer une régularisation du marché charbon-

nier après les fluctuations assez vives de ces derniers temps.

Les consommateurs, après les difficultés d'approvisionnement éprouvées en 1963, ont reconstitué leurs stocks à un niveau satisfaisant, allant parfois au delà des normes de ces dernières années. Ces stocks représentent une sécurité pour l'avenir, notamment si l'hiver prochain devait être plus dur que la moyenne. Le relèvement des stocks de houille à la mine de 5 millions de t par rapport

au plus bas niveau de 1963 renforce cette assurance. Il faut cependant mentionner l'impact de ces stocks sur l'industrie charbonnière.

Par ailleurs, en cas d'hiver doux ou même moyen en 1964/65, on pourrait se trouver au printemps prochain devant une réduction sensible des possibilités d'écoulement, et une attention particulière devra être apportée aux importations des pays tiers tout en tenant compte de l'intérêt des consommateurs.

On trouvera ci-après les bilans prévisionnels du 3^e trimestre 1964 pour la houille, les aggro-

mérés de houille, le coke de four, ainsi que pour les briquettes et le semi-coke de lignite.

TABLEAU 4

Approvisionnements et besoins en combustibles solides de la Communauté

Prévisions pour le troisième trimestre 1964

(en 1.000 t)

	Houille	Agglomérés de houille	Coke de four	Briquettes et semi-coke de lignite
1. Production	53.065	3.510	17.750	4.135
2. Corr. pour bas-prod.	+ 270	—	—	—
3. Import. prov. pays tiers				
a) U.S.A.	4.845	—	—	—
b) autres pays	2.695	5	70	1.260
c) Total	7.540	5	70	1.260
4. Ressources (1 à 3)	60.875	3.515	17.820	5.395
5. Demande intérieure				
a) consommation propre	1.455	10	345	150
b) livraisons au personnel	725	165	150	60
c) centrales minières	4.600	—	—	—
d) centrales publiques	7.370	—	—	—
e) usines à gaz	1.800	—	—	—
f) chemins de fer	2.165	95	70	—
g) cokeries	23.650	—	—	—
h) industrie sidérurgique	865	5	11.800	90
i) autres industries	7.215	55	1.710	605
j) foyers domestiques	5.675	3.025	2.175	4.025
k) usines d'agglomérés	3.560	—	—	—
l) divers	945	20	465	355
Total	60.025	3.375	16.715	5.285
6. Mouvement des stocks chez les consommateurs	+ 465	—	—	—
7. Exportations vers pays tiers	625	20	940	110
8. Besoins totaux (5 + 7)	60.650	3.395	17.655	5.395
9. Stocks à la production (début)	16.377	193	2.880	—
10. Mouvement stocks à la production	+ 85	+ 120	+ 165	—
11. Stocks à la production (fin)	16.462	313	3.045	—
12. Mouvement stocks à l'importation	+ 140	—	—	—

Au 3^e trimestre 1963, les réalisations houille ont été de 54.158.000 tonnes pour la production (1), de 63.787.000 tonnes pour les ressources (4) et de 64.933.000 tonnes pour les besoins totaux (8).

II — PROGRAMME PRÉVISIONNEL « SIDÉRURGIE »

La production d'acier de la Communauté a augmenté quelque peu au deuxième trimestre au-dessus du niveau déjà élevé atteint au premier trimestre 1964.

Une forte reprise des commandes en provenance du marché commun a marqué les quatre premiers mois de l'année. Cette reprise est due en profondeur à l'augmentation de la consommation par suite du développement des investissements en Allemagne et dans les pays du Benelux notamment. Le souci, dans les premiers mois de l'année, de profiter de prix encore bas, et plus récemment de s'assurer contre un allongement des délais de livraison ainsi que la volonté de reconstituer certains stocks ont conduit les utilisateurs à accumuler d'importantes passations de commandes entre janvier et avril. Une augmentation de 30 % en quatre mois des carnets de commandes en provenance du marché commun s'en est suivie. En mai, les nouvelles passations d'ordres ont au contraire baissé au-dessous du niveau de la consommation, mais il faut tenir compte d'un faible nombre de jours de vente au cours de ce mois. Aussi bien les rentrées de commandes intérieures de juin se sont-elles montrées un peu supérieures.

Les rentrées de commandes à l'exportation, très fortes au début de l'année, se sont réduites progressivement, témoignant ainsi à nouveau de ces fluctuations périodiques du marché mondial suivant notamment la situation des prix. La consommation mondiale reste cependant en croissance sous l'effet de la conjoncture économique favorable, tant dans les pays industrialisés que dans les pays en voie de développement.

Parmi les pays de la Communauté il faut remarquer la différence de situation existant entre l'Allemagne et les pays du Benelux d'une part, dont la conjoncture s'harmonise avec la tendance mondiale actuelle et d'autre part l'Italie, où par suite de circonstances particulières l'expansion économique s'est trouvée arrêtée; la sidérurgie y connaît même actuellement, avec la résorption de certains excédents de stocks constitués au cours de l'année 1963, un recul d'activité. En France, l'expansion a au contraire été modérée, mais non arrêtée par les mesures conjoncturelles, car la consommation d'acier continue à se développer et une première reprise de la tendance à investir s'est même récemment manifestée.

A — Acier

A l'intérieur de la Communauté l'activité des industries transformatrices d'acier a augmenté de 13 % au 1^{er} trimestre 1964 par rapport au 1^{er} trimestre 1963, très affecté par les conditions climatiques. Au 2^e trimestre l'augmentation serait de 6 % et il apparaît qu'elle pourrait être en moyenne à peu près semblable au 3^e trimestre; ce taux moyen serait dépassé en Allemagne, alors qu'au contraire il serait loin d'être atteint en Italie. La *consommation réelle* d'acier correspondant à cette expansion d'activité des industries transformatrices s'élèverait alors à 16,3 millions de tonnes ⁽¹⁾.

Il est éminemment souhaitable de maintenir à l'intérieur du marché commun un équilibre aussi stable que possible entre les trois termes : commandes, livraisons et consommation, afin d'éviter l'amplification des mouvements conjoncturels et les variations brutales qui en découlent dans le rythme de la production sidérurgique comme dans les conditions d'approvisionnement des utilisateurs.

Les *carnets de commandes globaux* de la sidérurgie de la Communauté ont sans doute nettement augmenté depuis six mois, mais le rythme des livraisons s'étant accru, le délai de livraison moyen ne dépasse cependant pas 2,5 mois. Ceci devrait éviter aux utilisateurs des commandes qui ne viseraient qu'à un accroissement conjoncturel de leurs stocks. Ces *stocks* seraient restés jusqu'au milieu de l'année à un niveau normal, et c'est seulement un accroissement saisonnier qui devrait se produire au 3^e trimestre par suite de l'effet plus accusé des congés sur l'activité de l'industrie transformatrice. Pour les mêmes raisons un certain accroissement des stocks en usines se produit généralement à la même période, mais il doit également rester limité.

Il faut éviter que par un stockage trop abondant au troisième trimestre l'équilibre entre la production et les besoins ne se trouve, comme se fut déjà le cas, perturbé pour les mois qui suivent. La mesure plus large, dans laquelle l'activité sidérurgique se trouve maintenant réduite par le phénomène des congés devrait d'ailleurs rendre

(1) En équivalent d'acier brut.

moins probable un excès de production à cette période.

A l'extérieur, les carnets de commandes en provenance des pays tiers pourraient conduire à une *exportation* de l'ordre de 3,25 millions de tonnes ⁽¹⁾ au 3^e trimestre 1964 contre 3,5 à 3,6 millions de tonnes ⁽¹⁾ pour chacun des deux premiers trimestres.

Les *importations* de la Communauté en provenance des pays tiers qui avaient atteint un record de 1,21 million de tonnes ⁽¹⁾ au 2^e trimestre 1963 se sont réduites à 0,96 million de tonnes ⁽¹⁾ au 4^e trimestre 1963. Au 1^{er} trimestre 1964 une nouvelle baisse s'est produite, et sauf retournement impré-

visible de cette tendance, les importations de la Communauté au 3^e trimestre 1964 ne devraient pas dépasser 0,75 million de tonnes ⁽¹⁾.

C'est dans ces perspectives qu'un *niveau de production* de 19,8 millions de tonnes au 3^e trimestre 1964 est envisagé comme celui correspondant le mieux aux conditions de l'équilibre entre l'offre et la demande.

Dans le tableau ci-dessous ce programme prévisionnel communautaire de production d'acier est réparti par pays. L'évolution des échanges entre les pays de la Communauté étant cependant difficilement prévisible, ces données se bornent à situer pour chaque pays la production d'équilibre dans l'hypothèse où les mouvements d'échanges manifestés par les interpénétrations de commandes des derniers mois ne se trouveraient pas modifiés.

⁽¹⁾ En équivalent d'acier brut.

TABLEAU I

Production d'acier brut

(en millions de tonnes)

Pays	1961			1962			1963				1964		
	I	II	III	I	II	III	I	II	III	IV	I	II ⁽¹⁾	III Prév.
Allemagne (R.F.)	8,84	8,44	8,41	8,07	8,12	8,54	7,75	7,63	8,07	8,16	8,93	9,20	9,00
Belgique	1,44	1,94	1,84	1,86	1,88	1,77	1,84	1,86	1,84	1,99	2,11	2,18	2,10
France	4,70	4,48	4,05	4,36	4,37	4,06	4,32	4,60	4,04	4,59	4,84	5,11	4,50
Italie	2,23	2,29	2,25	2,42	2,31	2,27	2,56	2,62	2,42	2,59	2,50	2,28	2,40
Luxembourg	1,03	1,05	1,06	0,99	0,99	1,01	0,99	1,00	1,03	1,02	1,09	1,16	1,15
Pays-Bas	0,53	0,50	0,47	0,51	0,51	0,55	0,54	0,61	0,57	0,62	0,66	0,66	0,65
Communauté	18,77	18,70	18,08	18,21	18,18	18,20	18,00	18,32	17,97	18,97	20,13	20,59	19,80

⁽¹⁾ Chiffres provisoires pour juin.

Le marché se présente de façon quelque peu différente suivant les produits. La reprise des investissements et la bonne marche de la construction, sauf en Italie, assurent une demande ferme pour les profilés, les ronds à béton et les tôles fortes. La progression moins rapide de la production automobile et des industries de biens de consommation rend moins accentuée la reprise de la conjoncture sur le marché des tôles fines, où la demande était d'ailleurs restée proportionnellement plus forte au cours de l'année 1963.

B — Ferraille

La *consommation spécifique de ferraille dans les aciéries* est restée assez stable depuis plusieurs trimestres et compte tenu de la baisse saisonnière qu'elle enregistre au troisième trimestre, on peut

estimer à 8,0 millions de tonnes la consommation de ferraille dans les aciéries pour cette période.

La *consommation spécifique de ferraille dans les hauts fourneaux* continue à se réduire et pourrait tomber à 30 kg par tonne de fonte au troisième trimestre 1964, soit correspondant à un besoin de 0,45 million de tonnes.

Les *exportations* de ferraille auraient atteint 0,07 million de tonnes au deuxième trimestre 1964, mais par suite du rétablissement des restrictions à l'exportation, elles retomberaient dans le troisième trimestre à 0,03 million de tonnes au maximum.

Les *ressources propres* des usines qui sont proportionnellement un peu moins abondantes en haute conjoncture s'élèveraient à 5,05 millions de tonnes au troisième trimestre 1964.

Les *achats intérieurs nets* ont augmenté au cours des derniers mois et pourraient atteindre 3,3 millions de tonnes au troisième trimestre 1964 contre 3,0 millions de tonnes au troisième trimestre 1963.

Les *importations* qui se sont élevées à 0,35 million de tonnes au premier trimestre pourraient, en se maintenant à 0,3 million de tonnes, couvrir le déficit et même assurer une reconstitution de *stocks* de 0,1 million de tonnes.

C — Fontes

La *consommation de fonte* dans les aciéries s'accroît proportionnellement au troisième trimestre pour des raisons saisonnières. Elle atteindrait 13,7 millions de tonnes pour la production

d'acier envisagée. Le besoin des *fonderies* s'élèverait à 0,95 million de tonnes et l'*exportation* pourrait être comme précédemment de 0,1 million de tonnes. Une certaine augmentation des *stocks* se produit saisonnièrement au troisième trimestre qui pourrait s'élever à 0,15 million de tonnes, de sorte que les *besoins totaux* de fonte s'élèveraient à 14,9 millions de tonnes.

Les *importations de fonte* qui ont atteint 0,28 million de tonnes au premier trimestre 1964 pourraient se maintenir sensiblement à ce niveau, soit 0,3 million de tonnes au troisième trimestre. La *production nécessaire de fonte* s'élèverait alors dans la Communauté à 14,6 millions de tonnes. D'après les hypothèses faites pour la production d'acier, cette production de fonte se répartirait suivant les pays comme l'indique le tableau II.

TABLEAU II

Production de fonte

(en millions de tonnes)

Pays	1961			1962			1963				1964		
	I	II	III	I	II	III	I	II	III	IV	I	II ⁽¹⁾	III ⁽²⁾
Allemagne (R.F.)	6,51	6,41	6,46	6,01	6,03	6,30	5,71	5,56	5,79	5,85	6,33	6,67	6,57
Belgique	1,27	1,77	1,73	1,68	1,72	1,67	1,69	1,72	1,71	1,83	1,95	2,02	2,00
France	3,76	3,65	3,40	3,51	3,52	3,30	3,46	3,75	3,34	3,75	3,89	4,04	3,70
Italie	0,71	0,80	0,80	0,81	0,86	0,97	0,90	0,98	0,98	0,92	0,86	0,79	0,83
Luxembourg	0,95	0,96	0,95	0,91	0,88	0,89	0,86	0,88	0,91	0,91	0,96	1,07	1,05
Pays-Bas	0,37	0,38	0,34	0,40	0,35	0,43	0,39	0,42	0,45	0,45	0,50	0,47	0,45
Communauté	13,57	13,97	13,68	13,32	13,36	13,56	13,01	13,31	13,18	13,71	14,49	15,06	14,60

(1) Chiffres provisoires pour juin.

(2) Prévisions.

D — Agglomérés de minerai de fer

La *consommation spécifique d'agglomérés de minerai de fer* par tonne de fonte continue d'augmenter et pourrait s'élever au troisième trimestre 1964 à 1.060 kg contre 1.034 kg au premier trimestre; la production d'agglomérés atteindrait en effet environ 15,7 millions de tonnes au troisième trimestre 1964 contre 15,0 au premier trimestre.

E — Minerai de fer (en fer contenu)

Pour la production de fonte envisagée la *consommation de minerai de fer dans les hauts fourneaux et agglomérations* s'élèverait à 11,65 millions de tonnes. La *consommation dans les aciéries* serait de 0,2 million de tonnes. Les *exportations*,

comme à l'accoutumée, s'élèveraient à 0,05 million de tonnes.

La *production de minerai de fer* de la Communauté se relève au premier trimestre 1964 jusqu'à 5,91 millions de tonnes contre 5,48 millions de tonnes au premier trimestre 1963. Les stocks étant encore importants, on ne devrait pas compter, malgré l'augmentation de la production de fonte, sur une production de plus de 5,45 millions de tonnes au troisième trimestre 1964 contre 5,26 millions de tonnes au troisième trimestre 1963.

Les *importations* pourraient atteindre environ 6,4 millions de tonnes au troisième trimestre 1964. L'augmentation saisonnière des *stocks* due aux livraisons en provenance des mines nordiques pourrait atteindre environ 0,95 million de tonnes, soit un peu plus que l'année précédente du fait d'un stockage probable en Italie.

TABLEAU III

Production marchande de minerai de fer

(en millions de tonnes)

Pays	1961			1962			1963				1964		
	I	II	III	I	II	III	I	II	III	IV	I	II ⁽¹⁾	III ⁽²⁾
Allemagne (R. F.)	1,13	1,12	1,11	0,99	0,98	1,00	0,98	0,76	0,75	0,74	0,71	0,73	0,73
Belgique	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,00	0,01	0,01	0,01	0,01
France	5,22	5,05	4,47	5,22	5,06	4,37	4,11	4,80	3,89	4,44	4,69	4,72	4,20
Italie	0,14	0,15	0,15	0,12	0,14	0,14	0,14	0,11	0,14	0,09	0,10	0,10	0,10
Luxembourg	0,43	0,47	0,48	0,42	0,36	0,39	0,41	0,39	0,48	0,40	0,40	0,40	0,41
Communauté	6,93	6,80	6,22	6,76	6,55	5,91	5,65	6,07	5,26	5,68	5,91	5,96	5,45

⁽¹⁾ Estimation.⁽²⁾ Prévisions.

F — Coke

La consommation spécifique de coke s'est abaissée au premier trimestre 1964 à 743 kg par tonne de fonte pour l'ensemble de la Communauté, soit une baisse de 55 kg par rapport au niveau du premier trimestre 1963. Une nouvelle baisse se produit au cours de l'année de sorte qu'au troisième trimestre 1964 un niveau de l'ordre de 715 kg par tonne pourrait être atteint, correspondant

à une consommation de coke dans les hauts fourneaux de 10,5 millions de tonnes. La consommation de coke dans les installations d'agglomérations en voie d'augmentation atteindrait 1,0 million de tonnes, et celle pour les autres usages 0,2 million de tonnes.

L'ensemble de ce besoin sera couvert sans difficultés par des livraisons fraîches à l'industrie sidérurgique.

TABLEAU IV

Consommation totale de coke

(en millions de tonnes)

Pays	1961			1962			1963				1964		
	I	II	III	I	II	III	I	II	III	IV	I	II ⁽¹⁾	III ⁽²⁾
Allemagne (R.F.)	5,80	5,66	5,18	5,16	5,08	5,18	4,70	4,44	4,57	4,70	5,03	5,14	5,00
Belgique	1,14	1,54	1,50	1,45	1,47	1,41	1,46	1,40	1,39	1,48	1,53	1,59	1,52
France	3,83	3,68	3,49	3,54	3,44	3,23	3,43	3,49	3,12	3,49	3,56	3,64	3,30
Italie	0,55	0,56	0,57	0,59	0,62	0,71	0,68	0,68	0,69	0,64	0,63	0,59	0,60
Luxembourg	1,02	1,03	1,02	1,00	0,94	0,96	0,92	0,90	0,93	0,91	0,93	1,02	0,97
Pays-Bas	0,29	0,30	0,26	0,29	0,26	0,31	0,24	0,31	0,31	0,35	0,34	0,32	0,31
Communauté	12,63	12,77	12,52	12,03	11,81	11,80	11,43	11,22	11,01	11,57	12,02	12,30	11,70

⁽¹⁾ Estimation.⁽²⁾ Prévisions.

**Prévision des disponibilités et des besoins de la Communauté en produits sidérurgiques
et en matières premières nécessaires à leur fabrication**

Troisième trimestre 1964

(en millions de tonnes)

A — ACIER BRUT		D — AGGLOMÉRÉS DE MINERAI	
1. Consommation réelle	16,30	27. Production/consommation	15,7
2. Variation saisonnière des stocks ⁽¹⁾	1,10		
3. Exportation	3,25		
4. Besoins totaux	20,65		
5. Production d'acier brut	19,80		
6. Consommation de ferraille dans les laminoirs	0,10		
7. Importation	0,75		
8. Ressources totales	20,65		
B — FERRAILLE ⁽²⁾		E — MINERAI DE FER (en fer contenu)	
9. Consommation dans les aciéries	8,0	28. Consommation dans les hauts fourneaux et agglomérations	11,80
10. Consommation dans les hauts fourneaux	0,45	29. Consommation dans les aciéries	0,20
11. Consommation de ferraille dans les laminoirs	0,07	30. Exportation	0,05
12. Exportation	0,03	31. Augmentation des stocks aux usines	0,80
13. Reconstitution des stocks aux usines	0,10	32. Besoins totaux	12,85
14. Besoins totaux	8,65	33. Production	5,45
15. Ressources propres des usines	5,05	34. Importation	6,40
16. Achats intérieurs nets ⁽³⁾	3,3	35. Ressources totales	12,85
17. Importation	0,3		
18. Ressources totales	8,65		
C — FONTE		F — COKE	
19. Consommation dans les aciéries	13,70	36. Consommation dans les hauts fourneaux	10,50
20. A la disposition des fonderies	0,95	37. Consommation dans les agglomérations	1,00
21. Exportation	0,10	38. Autres usages	0,20
22. Augmentation des stocks	0,15	39. Augmentation des stocks	0,10
23. Besoins totaux	14,90	40. Besoins totaux	11,80
24. Production	14,60	41. Livraisons à l'industrie sidérurgique	11,80
25. Importation	0,30	42. Ressources totales	11,80
26. Ressources totales	14,90		

⁽¹⁾ Stocks des producteurs, négociants et utilisateurs.

⁽²⁾ Y compris la consommation de ferraille et les ressources propres des fonderies d'acier indépendantes (v. J. O. de la C.E.C.A. du 25 janvier 1958).

⁽³⁾ Après déduction des ventes de l'industrie sidérurgique à d'autres usines de la Communauté.

